

# Chapitre 1

---

## Mon enfance et l'école primaire à Diourbel

### Introduction

Né au cœur du Cayor, j'ai grandi à Mbacké dans le Baol et à Kidira dans le Boundou. Mon itinéraire était tributaire des multiples déplacements de mon père qui était un cheminot. Je porte en moi la culture du rail et de la gare qui a marqué les gens de ma génération, produit de l'extension de la culture de la graine oléagineuse dans le bassin arachidier. J'ai passé mon enfance à Kidira dans le Boundou, un carrefour ethnique où vivaient des Soninké, des Halpulaar, des Maures, des Bambara, des Khassonké, des Peul du Fouta Djallon.

J'ai fait mes études primaires à Diourbel dans le Baol, l'une des régions les moins scolarisées du Sénégal.

### Mon enfance

Je suis né le 22 février 1932 à Tivaouane, la septième gare du chemin de fer Dakar-Saint-Louis (DSL) construit en 1885. Très jeune, j'ai entendu les griottes chanter les vertus de cette gare baptisée de ville sans soleil et la beauté de ma tante Aïssatou Diallo, dite Barel. « *Barel Diallo, rafet ga maguila kbole. Yewene ga ma gui laye niane* » (Barel Diallo, tu es belle, je te regarde, généreuse, tu l'es, je te demande de l'argent).

Je suis né à une période où les effets néfastes de la crise de 1929 se faisaient sentir au Sénégal et ont obligé les autorités coloniales à supprimer la Haute-Volta pour des raisons d'économie. « *Atume kiriseba* », l'année de la crise est restée mémorable chez les personnes âgées. Elle est devenue une date repère comme l'était l'année de la peste.

Tivaouane qui était une municipalité mixte située au cœur du Cayor, était dirigée par un commandant de cercle européen. La ville de Tivaouane possédait un état civil. Mon père Baidy Dieng, halpulaar, est de mère peule Hawael Hamady, née en 1893 à Touldé Gallé, (Edi), près de Dioum. Mon grand parent paternel Alassane Dieng, halpulaar, est originaire de Oréfondé dans la région de Matam.

Ma mère, Aminata Diallo, est une métisse de père peul et de mère soninké. Son père est un peul, Samba Diam Bou Hama Diallo qui est venu directement du Macina. Il était spécialisé dans la confection de boubous richement brodés que les « Diananké », en vérité les originaires de la ville de Djenné du Soudan français (aujourd'hui Mali) savaient confectionner. Imam de mosquée, il savait à peine baragouiner le wolof. Il est décédé à Tivaouane en 1930.

Ma grand-mère Oumoul Khaïry Dramé, est la fille du marabout soninké Mamadou Lamine Dramé. Demeurant dans le quartier Kouliguidiane, situé à côté de la Maison d'El Hadji Malick Sy, elle était marchande au marché de Tivaouane. Je n'ai pas eu la chance de connaître ni ma grand-mère maternelle Hawael Hamady qui est décédée en 1930 et enterrée à Diourbel, ni mon grand-père paternel Alassane Dieng, décédé très tôt. C'est pourquoi mon père Baidy Dieng, orphelin de père, a été élevé par sa mère qui était teinturière et marchande au marché de Diourbel. Mon père parle d'elle comme étant de très grande taille. Ces indications biographiques montrent que je suis au carrefour des ethnies du Sénégal et du Soudan sous domination française.

À Kidira, je parlais soninké, pulaar, wolof. Mais aujourd'hui, je ne parle plus soninké. C'est la conséquence de mon séjour dans le bassin arachidier qui a favorisé l'expansion de la langue wolof devenue une *lingua franca*, une langue de communication.

Mon père Baidy Dieng est embauché aux Chemins de fer de l'AOF le 16 juin 1927 comme écrivain journaliste. En 1929, il a passé un examen pour être reclassé comme facteur auxiliaire. Nommé facteur stagiaire le 1<sup>er</sup> juillet 1931, il fut titularisé le 1<sup>er</sup> juillet 1932. En 1933, il fut receveur Petites vitesses (PV) en remplacement de M. Disatti, chef de gare PV, admis à l'examen des sous-inspecteurs et affecté. De 1934 à 1935, il fut affecté à Kidira où il allait rester jusqu'au 18 juillet 1937. À cette date, il fut réaffecté à Diourbel comme receveur PV.

### **De Mbacké à Kidira**

Mon père a servi comme chef de gare à Kidira qui est la dernière gare du Sénégal lorsqu'on se rend au Soudan français. La famille était logée à la gare qui est un modeste bâtiment colonial en dur et couvert de tuiles. Notre domicile était isolé de la ville de Kidira. C'est un wagon-citerne qui ravitaillait en eau la famille. Kidira dépendait administrativement de la subdivision de Goudiry où demeurait le chef de subdivision qui était alors un Français. Cette escale située au Boundou abritait un cocktail d'ethnies : Bambara, Soninké, Halpulaar, Maure, Khassonké, Peul. Je me souviens de la présence d'une seule famille wolof dans la ville de Kidira. Le wolof était parlé à la maison, mais nous étions obligés pour communiquer avec les originaires de la région de pratiquer leurs langues. C'est ainsi que j'ai appris le pulaar et le soninké. Je connaissais quelques mots de

hassania, la langue des Maures et des Mauresques qui étaient des vendeuses de lait. Les douaniers et les forces de l'ordre étaient des Bambara. Les domestiques à la maison étaient soninké ou halpulaar. Les seuls moments animés de la ville étaient constitués par l'arrivée des trains voyageurs venant du Sénégal ou du Soudan. Le personnel de la gare était très réduit. Il comprenait un aiguilleur, une petite équipe veillant à l'entretien des rails, d'un chef de sécurité s'occupant du téléphone et du télégraphe. Quelquefois, je voyais mon père faire fonction de télégraphiste. Souvent, il nous parlait des accidents qui avaient causé la mort de piétons ayant emprunté le pont très étroit enjambant la Falémé, affluent du fleuve Sénégal au moment du passage des trains. Comme distractions, mon père se livrait, lorsque ses chefs hiérarchiques blancs venaient en inspection dans des wagons-lits, à la chasse la nuit. Ils étaient munis de lampes attachées à la tête et au front. Cela donnait des frayeurs à ma mère qui craignait la présence des lions très nombreux dans les parages de la gare. Kidira est une ville infestée de serpents qui ne manquaient pas de fréquenter la maison bien ombragée et fraîche. Cette ville se situait dans une zone de passage pour les lions qui allaient s'abreuver au fleuve. D'ailleurs, une fois, un lion a eu à abattre la nuit un de nos moutons et a laissé des traces sur le mur de la gare où il a coincé sa proie. Le soir nous entendions les lions rugir au loin, mais c'était comme s'ils étaient près de notre demeure. Nous nous sommes habitués à cette coexistence. Un jour, une de mes cousines Fatou Bintou Diallo venue de Tivaouane nous rendre visite à Kidira a entendu un lion rugir, elle était tellement atterrée qu'elle allât se cacher sous le lit.

Mon père prenait de temps en temps des congés qu'il passait soit à Kayes, soit à Bamako chez le futur député Mamadou Konaté. En 1935, il décide d'aller passer ses vacances chez un de ses amis, Ibrahima Diop qui était à Abidjan et qui avait épousé Ndèye Fari Ndiaye, la tante de Fara Ndiaye, ancien député du PDS. Mon frère Ibrahima Dieng qui est né à Kidira en juin 1935 porte son prénom. Mon père m'avait raconté certains faits qui portaient la forte empreinte du système colonial en Côte d'Ivoire. Son ami Ibrahima Diop avait été giflé par un Européen sous le prétexte qu'il ne l'avait pas salué à son passage, comme c'était de coutume dans ce pays pour les sujets français. Citoyen français, il a violemment réagi et a corrigé le Français. C'était au marché. Les Ivoiriens, interloqués par ce geste audacieux et sacrilège du Sénégalais, ont déserté les lieux pour n'avoir pas à être cités comme témoins de cette scène inhabituelle : voir un Noir battre un Blanc. Il y eut une plainte de la part de l'Européen, mais le tribunal de Grand Bassam acquitta Ibrahima Diop au motif qu'il était citoyen français et qu'il n'était pas soumis à l'obligation de saluer les Blancs détenteurs de l'autorité française. Ce récit m'avait profondément marqué et m'avait édifié sur la nature du système colonial et sur ses énormes méfaits sur les Africains sujets français soumis au Code de l'indigénat.

Par ailleurs, mon père qui n'était guère favorable au mariage mixte nous racontait les multiples tribulations du docteur vétérinaire Birago Diop marié à une femme blanche et servant au Soudan. Ce dernier passait son temps à lutter contre la discrimination raciale quand il voulait entrer dans les lieux de loisirs réservés aux Blancs de la colonie. On admettait sa femme blanche et on le refoulait. Je me souviens de ce qu'il m'avait dit du Sénégalais Joseph Ka, un marié mixte, qui avait fait ses études de médecine militaire à Lyon. Dès après son décès, sa femme et ses enfants sont repartis en France. Mon père disait qu'aujourd'hui les jeunes Sénégalais ignorent l'existence de cet homme qui faisait partie des premiers étudiants africains ayant fait leurs études en France. Cette mise en garde contre le mariage mixte était confortée par les exemples donnés par Blaise Diagne, Birago Diop et Joseph Ka. Derrière ces problèmes humains, mon père sentait intuitivement qu'il y avait des problèmes de domination coloniale et entendait sauvegarder l'identité et la dignité des Africains. Mon père souffrait beaucoup de l'isolement dont la famille pâtissait. La gare était éloignée de la ville. Elle était grosse de dangers, puisque les serpents fréquentaient notre maison et les lions qui allaient s'abreuver à la rivière passaient non loin de la gare. Le climat était insupportable. Les langues pouvaient être gercées. Il fallait constamment prendre des bains, même en pleine nuit. C'était une atmosphère d'enfer. Mon père ne manquait pas de multiplier les correspondances pour être affecté à Diourbel où sa mère avait laissé en héritage une maison. Il fut heureux de voir son vœu exaucé en 1938. Je dois dire que mon séjour à Kidira a été très fructueux. C'est là que j'ai compris l'importance des ethnies et des langues. Parlant le wolof, langue de communication du Bassin arachidier, j'étais obligé d'apprendre le soninké et le pulaar et m'y exprimer couramment. Ainsi, je découvrais les méfaits de la mise en valeur du Bassin arachidier et le délaissement de la région du Boundou. Mon père qui parlait couramment le wolof, le pulaar et le sérère, a été obligé de parler un peu le bambara et de comprendre un peu le khassonké. C'est dans cette région que j'ai commencé à comprendre l'importance des langues de communication dans les relations sociales et dans la politique.

L'administration coloniale avait placé un poste de douane à Kidira qui ne comptait que des douaniers Bambara. Les Wolof refusaient d'exercer ce métier. Cet acte pouvait être assimilé à un refus de collaboration avec le système colonial. Cette volonté de résister à l'oppression coloniale peut se retrouver dans l'attitude des Wolof, la première ethnie à entrer en contact avec les colonisateurs français, qui consiste à refuser d'exercer des fonctions de répression comme douaniers, percepteurs de taxes (duty), des policiers, des geôliers (porte-clés). Ce sont des Bambara, des Diola, des Halpulaar (esclaves ou castés, pêcheurs ou autres) qui étaient recrutés comme policiers. Les Halpulaar torodo préféraient être des gardes cercles attachés au service des commandants de cercles blancs, tandis que les Casamançais exerçaient les métiers de geôliers (porte-clés dans les prisons).

À Kidira, les Halpulaar faisaient partie des équipes chargées de l'entretien de la voie ferrée et des aiguilleurs qui veillaient au bon fonctionnement des séma-phores. J'ai gardé un mauvais souvenir de Kidira qui ne possédait aucun poste de santé. Mon frère Ibrahima Dieng et ma sœur Fatou Bintou sont nés sans assistance ni d'un médecin, ni de sage-femme. Ma sœur a été atteinte du tétanos à la suite des couteaux non-stérilisés, utilisés pour couper le cordon ombilical lors de l'accouchement. Elle n'est pas morte, elle s'en est sortie handicapée. En 1938, après un séjour de cinq ans à Kidira, mon père réussit à quitter le Boundou.

De temps en temps, mon père et moi allions nous baigner au bord de la Falémé, lieu où se retrouvaient les crocodiles, les lions et les hippopotames. Mon père me recommandait de rester sur les berges du fleuve et d'avoir le visage découvert pour éviter les attaques des lions qui craignaient la vue des hommes. Les seuls moments d'animation de la gare étaient constitués par l'ar-rivée des trains voyageurs provenant de Dakar ou de Koulikoro. Le soir, à cause de la chaleur intenable, la famille restait très tard sur le perron. C'était le moment des contes débités par mes parents ou les visiteurs. C'était un moment de bonheur vécu par la famille lorsque mon père a appris la décision des autorités du chemin de fer de l'affecter à Diourbel.

### L'école coranique à Diourbel

À mon retour à Diourbel, j'ai commencé à être initié à l'apprentissage de la mémorisation du Coran par le demi-frère de mon père, Ahmadou Samba Dia qui était chauffeur de son état. Quelque temps après mon père me confia à un marabout « toucouleur » du nom de Thierno Amadou Diallo qui habitait non loin de la maison familiale. C'est dans cette école coranique que j'ai pu apprendre à lire et à écrire. Quand le marabout et son adjoint Thierno Ly étaient absents, c'est moi qui surveillais les autres talibés et écrivais à partir du Coran les versets qu'ils avaient à apprendre. Quand j'ai été inscrit au cours préparatoire de la première année de l'École primaire régionale de Diourbel en octobre 1939, quelque temps après la déclaration de la Guerre mondiale en septembre, j'ai continué à fréquenter l'école coranique uniquement le mercredi. Mais mon père m'avait interdit d'aller, comme beaucoup d'autres talibés de mon âge, demander de la charité. Cet exercice avait beaucoup d'attrait pour les jeunes de mon quartier. Mon père préférait payer « *le deuremou allarba* » qui est une modeste somme d'argent versée au marabout toutes les semaines. Mon marabout Thierno Amadou Diallo en imposait par sa prestance et sa forte personnalité. Dès qu'il disparaissait, les talibés prenaient des récréations auxquelles ils n'avaient pas droit ou se contentaient de marmonner les versets du Coran. Dès qu'il apparaissait, tous les talibés se mettaient à répéter leurs versets à haute voix pour éviter ses châtements qui n'étaient pas d'une très grande douceur. Mon père avait une si grande estime pour lui qu'il a donné son prénom à un de mes demi-frères qui est décédé très tôt.

La maison familiale située dans le quartier Demba Wélé, un marabout toucouleur, comprenait deux bâtiments en banco et coiffés de tôles ondulées. Elle était électrifiée à partir du courant électrique fourni par la Société électrique et industrielle du Baol (SEIB), une huilerie créée en 1920. J'ai eu la chance d'habiter un quartier qui pouvait bénéficier de l'éclairage électrique, alors que beaucoup d'élèves de l'École régionale ou franco-mouride étaient privés de cette faveur. Il était plus avantageux d'étudier ses leçons ou lire ses livres de classe à la lueur des lampes électriques qu'avec des bougies ou des lampes à pétrole ou « lampes tempête », comme on disait alors.

En 1940, mon père se décida à casser l'un des bâtiments en banco pour construire une villa en ciment de trois pièces flanquée de deux débarras couramment appelé « *pantré* » dérivé du mot anglais : *pantry* et entièrement carrelée. Après déménagement dans la nouvelle demeure, mon père loua le bâtiment en banco successivement à un sergent mossi, à Idrissa Diallo, un vétérinaire africain formé à l'époque à Bamako, à un instituteur de Foudiougne, Monsieur Diouf, à Mbouya Diakhaté, un cheminot, à Magatte Lo, commis à la Résidence de Diourbel et futur président du Conseil économique et social du Sénégal.

#### **L'école régionale de Diourbel (1939-1945)**

Je suis rentré en octobre 1939 à l'École régionale de Diourbel qui recevait les élèves venant des écoles primaires à trois classes de Bambey et de Mbacké situés dans le cercle du Baol. L'école était dirigée par un instituteur blanc, Alfred Monfred qui sera remplacé d'abord par Pierre Lapeyre, ensuite par Jean Philippi. Les élèves du cours préparatoire première année étaient au nombre impressionnant de 110 environ.

À cette époque, beaucoup d'élèves venaient tardivement à l'école. Certains d'entre eux avaient des jugements supplétifs d'actes de naissance qui leur tenaient lieu de bulletins de naissance. Ils étaient très âgés. Certains d'entre eux pouvaient « frapper » les maîtres. Un de nos condisciples, Ibrahima Kandji, a réussi à malmener durement notre maître qui nous enseignait au cours préparatoire deuxième année. Il a été renvoyé de l'école. Je faisais partie des plus jeunes élèves, raison pour laquelle on m'appelait « Petit Dieng ».

J'ai fait mes études primaires durant la Seconde Guerre mondiale qui a lourdement pesé sur la scolarité des élèves. C'était une période de pénurie alimentaire. Les Africains étaient soumis à un régime de ravitaillement extrêmement draconien. Pour disposer des denrées de première nécessité, il fallait avoir des cartes de ravitaillement. Pour accéder à ces denrées, on était soumis à l'obligation d'acheter des produits futiles comme des fers à repasser, des parasols ou des pots de chambre, etc. Le savon était si rare qu'il était impossible de respecter les règles les plus élémentaires d'hygiène. Les corps étaient sales. La gale était une maladie courante. Les grosses plaies appelées dans le langage médical ulcè-

res phagédéniques étaient très fréquentes. Certaines personnes qui en souffraient mettaient autour de leurs plaies des morceaux d'aluminium qui étaient destinés à préserver les caisses de thé de l'humidité pour soigner ces ulcères difficilement guérissables. La teigne faisait rage. Elle se soignait avec des tomates écrasées sur la tête des personnes qui en étaient atteintes. Les poux infestaient les habits. Il n'était pas rare de voir des personnes se livrer à la chasse de ces bestioles qui peuplaient leurs habits et les cheveux des femmes.

Beaucoup de gens, à la suite de la pénurie de tissus, se passaient des habits pour pouvoir sortir de leurs maisons. C'est de cette époque que datent les habits des « Baye Fall » qui étaient confectionnés avec des résidus de tissus multicolores. La pénurie d'habit était si contraignante que certaines personnes n'hésitaient pas à déterrer des cadavres fraîchement enterrés pour leur enlever leur linceul en percale qu'elles faisaient teindre pour les utiliser ou pour les vendre au marché. Cette pratique était générale dans le Sénégal à l'époque. La malnutrition était très courante. Les gens mangeaient peu et n'importe quoi. Certaines personnes étaient obligées de manger du son ou du tourteau. Je me souviens du nom d'un des élèves de mon quartier qu'on avait donné à Ibrahima Sarr : Sarr *rakal* (tourteau en wolof). Ce dernier a porté ce nom jusqu'à sa mort. C'était la période des pique-assiettes (*Kharankat* en wolof). J'ai vu à l'époque des gens attendre devant les camps militaires pour manger les restes des soldats qui étaient mieux nourris que les populations. Le riz, une denrée de première nécessité, qui venait d'Indochine ou de la Caroline (USA), devint rare à cause de la pénurie de bateaux mobilisés pour les besoins de la guerre ou de la crainte des sous-marins allemands ou japonais.

C'était aussi à l'école la pénurie de cahiers et de livres. Faute de craie blanche, on utilisait un semblant de craie venant de Sélibabi, ville située en Mauritanie et qui grinçait à l'usage. Les livres étaient utilisés par deux élèves et les couvertures des cahiers étaient mises à contribution pour réaliser des économies de papier.

Les chaussures étaient rares. Certains élèves venaient à l'école pieds nus ou utilisaient des chaussures en bois ou faits avec de vieux pneus d'automobile. Les lampes d'huile, faute de pétrole lampant, étaient fabriquées à partir des boîtes de conserve récupérées. Faute d'ustensiles de cuisine naguère importés, les ménagères utilisaient des produits fabriqués par les artisans locaux. Certaines personnes arrivaient à transformer des bouteilles récupérées en verres à boire qu'il n'était plus possible d'importer au Sénégal.

La pénurie d'habits obligeait les populations à recourir à certains expédients : se passer les habits à tour de rôle pour sortir, porter des habits confectionnés avec du coton local par des artisans du pays, ou s'habiller avec des sacs vides de semoule et de farine. Les gens privilégiés étaient fiers d'arborer leurs habits confectionnés à partir des sacs vides de semoule et de farine et teints locale-

ment. Je faisais partie de cette catégorie de privilégiés. Combien de fois la police a arrêté des personnes qui vendaient des habits confectionnés à partir de linceuls au marché de Diourbel. Dans son livre : *Panorama politique du Sénégal ou les mémoires d'un enfant du siècle* (NEA, Dakar, 1986), Mansour Bouna Ndiaye note les méfaits de la pénurie d'habits pendant la guerre à Louga : « Les gens qui le pouvaient s'habillaient avec des vides des sacs de semoule ou de farine lavés mais dont on cachait difficilement les imprimés. Certains n'hésitaient pas à voler les linceuls en percale dans les tombes pour les revendre » (p. 23).

Ces phénomènes de pénurie que j'ai tenus à rapporter sont destinés à montrer les conditions épouvantables dans lesquelles j'ai poursuivi mes études primaires. Au départ, nous étions plus de cent élèves, mais à l'arrivée, au cours moyen 2e année, nous n'étions qu'une trentaine.

Au cours préparatoire première année, nous n'avions pas de tables-bancs, mais simplement des bancs. Nous étions obligés pour écrire de poser nos ardoises sur les genoux. Notre maître était un simple moniteur d'enseignement titulaire du Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE), Blondin Diop. Cet enseignant était très pédagogue. Il savait intéresser ses élèves. Il n'hésitait pas à nous faire sortir de l'école pour faire des leçons devant les ateliers des forgerons ou des cordonniers. Une fois, il a eu à organiser une séance de tam-tam ; ce sont les élèves de la classe qui battaient le tam-tam et qui dansaient. Il n'y avait dans notre classe qu'une fille Lissoune Diop dont le père était employé de commerce originaire de Saint-Louis et dont la mère était rufisqueoise.

Dans les classes supérieures, on pouvait noter la présence de deux filles de notre quartier : Aïda Camara, la grande sœur d'Ousmane Camara et Aïda Dème.

Les rares filles fréquentant l'école étaient des européennes ou des casamançaises catholiques comme les sœurs de mon condisciple Raoult Bocandé. Les familles musulmanes refusaient d'envoyer leurs filles à l'école française considérée comme lieu de débauche. L'école régionale de Diourbel était une école mixte.

J'ai eu comme maître Amady Sy, un moniteur au cours préparatoire deuxième année. Cette classe située à quelques pas de l'école régionale était appelée « École Radji ». Il n'y avait guère de cour pouvant servir à la récréation des élèves. Ce qui conduisait les élèves à aller dans les jardins situés à côté. Un jour, le maître a sifflé pour mettre un terme à la récréation. Mais les élèves occupés à un combat à coup de mottes de sable refusèrent d'obtempérer. À la fin de cette bataille, ils se rangèrent derrière un élève très âgé, Ibrahima Kandji, fils d'un chef de quartier de Diourbel. Il était considéré comme un lutteur. Les élèves scandaient des slogans hostiles au maître. Ils criaient « *Andala, bayil dor* » (*Andala, cesse de frapper*). Kandji n'hésita pas à terrasser le maître et à le frapper copieusement.



L'élève fut renvoyé de l'école. Et le maître convoqua nos parents qui devaient nous corriger en pleine classe. Au cours élémentaire première année, nous avions un enseignant extrêmement sévère qui n'hésitait pas à recourir aux châtiments corporels. Il demandait à quatre « gaillards » de prendre l'élève à corriger par les bras et les pieds pour le soulever et pour recevoir des coups de bâton. Quand j'étais au cours élémentaire deuxième année, nous partagions la même salle de cours avec les élèves du cours moyen première année. L'institutrice était une Européenne, la femme du directeur de l'école, Madame Philippi. Elle obligeait les élèves atteints de gale à se laver au savon dans une bassine placée à côté de la porte de la classe et à s'enduire de soufre appelé « tamragne », avant d'entrer en classe.

C'était la période de Vichy. Chaque lundi, il y avait une séance de salut aux couleurs dans la cour de l'école organisée par le directeur de l'école. Après le salut aux couleurs, c'était la distribution des cadeaux et du bâton Maréchal à quelques élèves méritants.

C'était aussi le chant dédié au maréchal Pétain « Maréchal, nous voilà, tu nous a redonné l'espérance, le héros de Verdun... ».

Madame Philippi, pleine de zèle, pour faire de nous des patriotes français, s'acharnait à adapter des chants français au contexte local. Elle nous faisait chanter « Amina, chargée de mangues, Larirette, Larirette, s'en revient de son lougan... ».

Dans la classe, il n'y avait que deux jeunes filles africaines, Aminata Thioye et Dieynaba Camara dont les pères étaient des instituteurs.

Dans la classe, figurait sur le mur une grande photographie du Maréchal Pétain où il est inscrit « J'ai été avec vous dans les jours glorieux, je resterai avec vous dans les jours sombres. Je vous ai fait don de ma personne », Philippe Pétain.

Le régime de Vichy était très dictatorial. Il avait multiplié le nombre d'indicateurs de police pour surveiller les gaullistes européens et africains.

Lors des séances de gymnastique, le maître nous demandait de crier fort « France AOF » et de frapper nos poitrines en disant « *Yap Yap* » : ce qui rappelait le salut des nazis.

À cette époque, mon père m'avait demandé de ne pas prononcer le nom de De Gaulle devant les élèves français à l'école. Son ami, Rameil, un commerçant toubab de Marseille, lui avait proposé un poste radio. Mais il a refusé ; sinon il allait être signalé comme gaulliste par les agents secrets.

À la fin du régime de Vichy représenté par le gouverneur général Pierre Boisson qui a fait fusiller un bon nombre de gaullistes à Dakar, l'espoir revenait.

Les jeunes filles africaines chantaient des chants anti-fascistes : « *Itiler, gorou Fatou Ler, li ma la yéné von, khandi pétrole sakou lancette* » (Hitler, le frère de Fatou Ler, ce que je souhaite pour toi, c'est un estagnon de pétrole et un sac de lames de rasoir).

Les Sérères se sont attroupés à l'annonce de la fin de la guerre devant la Société électrique et industrielle du Baol (SEIB) pour chanter les louanges du chef de canton Ély Manel Fall : « *Baye Bouro Fall, do tou gnou chékh, guerre bi dje na* » (Prince Fall, nous n'irons plus combattre, la guerre a pris fin).

Cette ethnie a toujours cherché à échapper au service militaire. Elle a horreur de recevoir les convocations pour l'accomplissement du service militaire : « *Gor diap na kayit* » (Gor a reçu une convocation).

Le régime de Vichy a laissé de profondes traces au Sénégal et en particulier à Dakar qui a connu des bombardements qui ont causé en septembre 1940 d'énormes dégâts. Le général De Gaulle était venu de Sierra Léone pour prendre la ville de Dakar contrôlée par le gouvernement de Vichy dirigé par le Maréchal Pétain. Le gouverneur général Pierre Boisson a opposé une forte résistance et a arrêté Hettier de Boislambert, un gaulliste qui sera nommé à l'indépendance du Sénégal en guise de récompense comme le premier ambassadeur de France.

Le croiseur Richelieu a cherché à atteindre les avions et les bateaux affrétés par le général Charles De Gaulle. Le cargo « *Tacomat* », chargé d'huile et d'arachide, a été coulé au large de Gorée par les avions du général. C'est pourquoi son épave est signalée à l'entrée de Gorée par une bouée de sauvetage. Les coups de canon envoyés à partir du croiseur Richelieu ont provoqué des dégâts à Dakar. Cet événement sera très présent dans les chants (dit Bak) du célèbre lutteur lébou Abdourahmane Ndiaye dit Falang : « *Richelieu aki balle man douma te gnio* » (Les balles du Richelieu ne m'empêcheront pas d'avancer vers mon adversaire).

Beaucoup de Dakarais ont quitté leur domicile pour se rendre dans les autres villes du Sénégal. Je me souviens de l'arrivée de la famille Fatou Awa de la rue 1 de la Médina, la grand-mère de Fara Ndiaye, député PDS à Diourbel où elle est restée une quinzaine de jours.

L'année 1944-1945, nous avions comme instituteur, Monsieur Mamadou Ba qui venait de Kédougou. À la suite d'une épidémie de méningite, l'école était en quarantaine pour éviter l'expansion de la maladie. Comme nous étions en classe d'examen pour le Certificat d'études primaires élémentaires et pour le concours de l'École primaire supérieure Blanchot de Saint-Louis, le maître a tenu à continuer à nous faire la classe malgré l'interdiction des autorités et des risques qu'il nous faisait courir. À l'époque, les instituteurs tenaient à avoir les meilleurs résultats aux examens. C'était leur fierté d'enseignant. Dans cette école, j'ai eu à partager les bancs avec les fils ou les filles de hauts fonctionnaires ou de commerçants libanais ou marocains et avec des Africains appartenant à toutes les catégories de la société. Il n'était pas rare de voir les élèves exercer, à la sortie des classes, certains métiers de fabricant de selles, vendeur d'eau, de pastilles, de bonbons, de poulets, de perles, etc.

En dehors des cours normaux, dispensés au sein de l'École régionale, la direction avait organisé un cours spécial pour les élèves trop âgés ou pas très doués. Ces élèves devaient suivre des cours le matin et se livrer à des travaux pratiques (maçonnerie, jardinage, élevage, etc.) le soir.

À l'aube, je me levais pour aller à l'école. Ma mère m'accompagnait pour être pris en charge par un de mes condisciples plus âgé que moi, Yaya Sall. Il faisait très sombre.

L'école possédait des jardins entretenus grâce aux élèves et sous la direction d'un ancien tisserand halpulaar nommé Baïdy Sy. L'un des jardins se trouvait à l'école, l'autre se trouvait à proximité du camp actuel des pompiers. Durant la saison sèche, une partie du jardin était consacrée aux cultures maraîchères, l'autre à la culture du manioc. Le maraîchage était pratiqué dans l'ancien lit du fleuve Sine. C'est pourquoi il n'était pas utile de creuser des puits qui étaient remplacés par des « séanes ». La nappe phréatique était à quelques mètres du sol. Tous les puits dans cet ancien lit fournissaient de l'eau douce aux habitants de la ville. Ce sont les Hal pulaar qui étaient spécialisés dans le transport et la vente de l'eau douce « *Diaye dokh* » (en wolof, vente d'eau). Tous les puits situés hors de l'ancien lit ne donnaient que de l'eau saumâtre utilisée pour les besoins de la cuisine, du linge et du bain, etc.

La ville de Diourbel est très spécialisée dans le maraîchage à cause de plusieurs facteurs : la fertilité de la vallée du Sine, la présence d'une nappe phréatique peu profonde, l'abondance de la fumure animale provenant du marché à bestiaux (« *Marbatte* » en wolof).

Diourbel fournissait des légumes aux villes situées le long du chemin de fer Dakar – Niger (Guinguinéo, Kaffrine, Tambacounda) et à Kaolack où le jardinage ne pouvait guère prospérer à cause de la salinité de ses terres.

L'administration coloniale a vite compris la nécessité de créer une école franco-mouride pour intéresser les mourides à la pratique des cultures maraîchères qui étaient destinées aux Européens et aux Libanais. L'école devait attirer les mourides qui ne voulaient pas aller à l'école en instaurant un enseignement en français et en arabe. Une grande partie de l'ancienne vallée du Sine se trouve dans les quartiers habités surtout de mourides Baye Laye : « *Guinawe Rail* » (derrière la voie ferrée), « *Keur gou mak* » (la grande maison, c'est le quartier où est bâtie la grande mosquée de Diourbel).

C'est de là que date l'expertise des mourides en matière de cultures maraîchères. C'est ainsi qu'on les retrouve dans les jardins situés à Thiaroye, dans la banlieue de Dakar et dans les Niayes.

L'école régionale a réussi à avoir un lopin de terre situé dans l'ancienne vallée du Sine et à côté du camp actuel des sapeurs-pompiers. C'était un endroit où étaient enterrées sous les coques d'arachide de la SEIB les matières fécales venant des habitants de la localité.

Les élèves étaient chargés d'assainir les lieux, de tracer des plates bandes, de creuser un puits peu profond et d'y planter des légumes, sous la surveillance de l'ancien tisserand Baïdy Sy.

Pendant l'hivernage, les élèves devaient fournir pendant un mois sur les trois mois de vacances des prestations pour cultiver du mil et de l'arachide. Dès le mois de mai, ils étaient tenus de décortiquer les arachides qui servaient de semences sous la surveillance étroite du directeur de l'école.

L'école fournissait des hilaires pour la culture de l'arachide. C'est en chantant la Marseillaise et d'autres chants à caractère patriotique que nous allions aux champs de l'école située à quelques kilomètres de la ville sur la route menant vers Bambey et Dakar.

Une des activités favorites des élèves était de trouer à la lame rasoir les sacs d'arachide de la SEIB pour avoir accès aux graines. Les élèves aimaient narguer le gardien sévère qui avait l'accent en wolof fortement marqué. Ils l'avaient surnommé « vieux balai ». Mes deux condisciples, Raoul Bocandé et Yaya Sall dit De Gaulle à cause de sa grande taille, avaient fait de ce larcin leur sport favori.

Une autre activité était pratiquée par les élèves à la sortie des classes. C'étaient les bagarres organisées dans un champ de filaos traversé par la conduite qu'empruntaient les eaux usées de l'usine de la SEIB. Les élèves prenaient plaisir à assister à ces bagarres qui finissaient très mal pour quelques-uns des protagonistes.

Certains élèves aimaient taquiner ou frapper les fous ou folles qui fréquentaient le marché de Diourbel. D'autres élèves louaient des chevaux ou des bicyclettes pour faire de l'équitation ou rouler à vélo ! C'était une activité lucrative pour certains adultes.

Le champ des courses était un lieu fréquenté par certains élèves qui étaient fascinés par les casaques arborées par les jockeys lors des courses de chevaux organisées certains dimanches. Parmi les élèves, il y en avait qui jouaient au pari mutuel. Mon père était féroce avec moi qui aimais les animaux et notamment les chevaux. Une fois, à la sortie de l'école, j'ai enfourché un âne appartenant à un de mes condisciples Bakhane Dioum, fils d'un ami laobé de mon père, Samba Ouro Dioum. Une de mes sœurs m'a dénoncé. Et mon père m'a administré une de ces corrections que je n'oublierai jamais.

Une année où je n'ai pas bien travaillé à l'école, mon père qui savait manier la carotte et le bâton, se décida à changer de tactique ; il se résolut à m'appeler et me parla sans élever le ton. Il me dit : « les terres sont très fertiles à Diourbel, il y a beaucoup de fumier ; les arrosoirs ne manquent pas. Tu as une grosse tête. Je vais te procurer un lopin de terre pour faire du jardinage, si tu ne veux pas étudier ». Ces propos ont eu sur moi un effet tel que je me suis décidé à mieux travailler à l'école.

Ma scolarité a été troublée par les fréquents déplacements que j'effectuais avec mon père à Tivaouane pour rendre visite à ma mère malade qui devait décéder en 1944. Orphelin de mère à 12 ans, j'étais comme perdu. Je vivais avec mon père, mon petit frère Ibrahima, mes trois sœurs étant à Tivaouane. Cette période n'a guère été faste pour moi qui ai perdu mon petit frère Samba, ma tante Fatimata Diallo, mon oncle Boubacar Diallo.

Mon père refusait à mon frère Ibrahima et moi la permission d'assister aux courses de chevaux. Il craignait que nous ne négligions nos études scolaires et que nous nous livrions aux jeux de hasard qu'interdisait l'Islam.

Quand j'ai eu le Certificat d'études primaires (CEPE), j'ai été au « *Marbat* », marché à bestiaux. J'ai choisi un beau poulain que j'ai amené à la gare où mon père travaillait. Je lui ai proposé de me l'acheter. C'est avec une gifle qu'il m'a accueilli.

Diourbel manquait de loisir. La ville n'a eu un cinéma qu'en 1944. Les dimanches, des séances de lutte avec frappe étaient organisées. Quelquefois, il y avait des spectacles appelés « Cirques » et organisés par des homosexuels. Ces manifestations étaient à cette époque tolérées par la société. À Diourbel, elles attiraient le public. On disait que ces homosexuels étaient d'origine saint-louisienne. C'était en tout cas la rumeur.

Le 14 juillet était une grande fête avec sa retraite aux flambeaux, ses diverses formes de course, ses luttes et ses mâts de cocagne. C'était organisé par le commandant de cercle qui recevait les différents chefs de canton du cercle du Baol. Ces derniers, en guise de spectacle, faisaient danser leurs beaux chevaux.

L'année scolaire 1944-1945 était une année d'examens et de concours. Je devais avoir le Certificat d'études élémentaires (CEPE) et passer le concours d'entrée à l'École primaire supérieure (EPS) Blanchot située à Saint-Louis à la Pointe-Sud. Cette année, nous avons reçu le général Weygand, un homme de petite taille, à la gare de Diourbel avec pompe. Il est venu à bord d'un autorail appelé « Micheline ». Nous avons chanté la Marseillaise et agité de petits drapeaux français.

À cette époque, les principaux postes de direction étaient tenus par des Blancs : le commandant de cercle, roi de la brousse, le commissaire de police, le chef de brigade de la gendarmerie, le médecin chef, le receveur de la poste, le trésorier payeur, l'inspecteur de police. Les grandes sociétés commerciales comme la Compagnie française d'Afrique occidentale (CFAO) (*Keur compagnet*, disent les Wolof), Chavanel, Soucail, Devès et Chaumet, Maurel et Prom, Maurel Frères, Vezia, la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA) avaient pignon sur rue autour du marché. À l'exception de la CFAO à capitaux marseillais et de la SCOA à capitaux lyonnais, les sociétés commerciales étaient toutes d'origine bordelaise.

Quelques petits Blancs comme Bonnet, Rameil, Barthe, Rabaute, Gaillard, Rivière, Arcens, Baille exploitaient quelques petites entreprises commerciales qui employaient surtout des boutiquiers lébou. Ce qui a favorisé l'établissement d'un quartier lébou à Diourbel, situé autour de la mosquée du marché actuel.

Le long de la rue du commerce et autour du marché, le commerce, et en particulier le commerce des tissus, était tenu par les Libano-syriens comme Yactine, Nacousi, Derbas, Nasralla, Abiganem, Attié ou des Marocains comme Abdou Karim Ben Zenkry. L'unique dépôt de pharmacie était tenu par un petit Blanc Norbert Glatli.

Durant l'année scolaire 1944-1945, j'ai bénéficié de la protection de Mamadou Fall qui était mon condisciple et mon parent par plaisanterie. Un jour, la femme de l'adjoint au commandant du cercle est venue à l'École pour me corriger pour avoir offensé sa fille. Discrètement, Mamadou Fall me demanda de rentrer chez moi par l'autre porte de l'école. La dame disait qu'elle « venait chercher son oiseau ». Le lendemain, le directeur Philippi au nom bien corse m'appela dans son bureau pour m'administrer une gifle que je n'oublierai jamais.

À l'école primaire de Diourbel, les élèves étaient formés essentiellement par des moniteurs d'enseignement et non par des instituteurs sortis de l'École normale William Ponty. Certains d'entre eux ont pu recevoir l'enseignement d'institutrices françaises comme Madame Philippi ou Madame Trou dont le mari travaillait à la SEIB.

Nos livres de lecture étaient constitués par les livres de Davesne : *Mamadou et Bineta*, *Mon ami Koffi*, ainsi que d'autres livres comme, *Les contes des cent et un matins*, *Les contes de la brousse et de la forêt*, *Le manuel d'agriculture*.

Les élèves étaient fascinés par certaines figures mythiques comme Trimobé, Guinarou, Mossikasika, le terrible Bambouno du Congo, Takinga, Méa Yeung. J'ai été choqué par un texte intitulé « les dépenses inutiles » où l'auteur se moquait des nègres qui, dit-il, n'ont pas besoin d'acheter des chaussures ; car leurs talons étaient si épais qu'ils n'avaient guère besoin de porter des chaussures.

Le comble était constitué par les dernières phrases du manuel d'agriculture. À la fin des études primaires, il était recommandé aux élèves de choisir d'être cultivateurs.

J'ai passé mon Certificat d'études primaires au mois de juin 1945, l'année du décès du premier Khalife général des mourides, Mamadou Moustapha Mbacké et du président Franklin Roosevelt. Je devais passer à Thiès le concours d'entrée à l'École primaire supérieure Blanchot. Mon père y tenait beaucoup. Mais son ami Alioune Sow qui était un commis à la police de Diourbel m'appela discrètement et me dit : « Ne te fatigue pas, je vais t'amener au Lycée Faidherbe de Saint-Louis. Ton père ne connaît pas les circuits scolaires ». Le concours d'entrée à l'École Blanchot était passé à Thiès pour les élèves de Diourbel. J'ai

respecté ses consignes car l'entrée à cette école ne permettait que d'être instituteur, commis d'administration, médecin africain. Par contre le lycée Faidherbe pouvait m'ouvrir la porte à d'autres carrières comme avocat, médecin, professeur, pharmacien, etc.

J'étais enchanté de revoir Thiès, la ville du rail qui abritait de belles villas affectées aux cadres blancs et situées au kilomètre 2. Ces habitations aux multiples fleurs donnaient un air de gaieté à la ville où étaient présents beaucoup de Bambaras, policiers de l'État ou du chemin de fer, mécaniciens ou conducteurs de train. Des Halpulaar étaient nombreux au camp des garde-cercles appelé Tropical.

Pour les besoins du concours, j'habitais chez Élimane Hane, un ami de mon père. Je passais mon temps à aller à la pâtisserie pour acheter de succulents gâteaux qu'on ne pouvait pas trouver à Diourbel. Thiès abritait un énorme camp militaire habité par des Blancs qui fréquentaient ce salon de thé auquel était annexé un petit hôtel. Des militaires malgaches étaient présents à la base militaire de Thiès. C'est pourquoi certains élèves de Diourbel ont donné le nom de Malgache à un des neveux du directeur d'école, Monsieur Sarr. Ce dernier avait une peau très claire à tel point qu'il ressemblait à un Malgache.

Dès l'ouverture de l'année scolaire 1945-1945, Alioune Sow m'amena à Saint-Louis passer l'examen d'entrée en sixième classe. À cette époque, il n'y avait pas encore le concours de bourses ouvert aux élèves africains qui ne sera institué que l'année suivante en 1946. Le lycée Faidherbe était surtout fréquenté par des Blancs, des métis, des Libanais, des Antillais et de quelques fils de Saint-Louisiens privilégiés, des ressortissants (surtout métis) des autres territoires de l'AOF et du Togo, et des fils de planteurs de la Côte d'Ivoire. Les Dahoméens étaient très nombreux dans ce lycée qui était considéré comme le lycée des « Indigènes » comparativement au Lycée Van Vollenhoven appelé le lycée des Blancs.

Il a fallu la présence du recteur Jean Capelle pour réformer le système éducatif local. Ce dernier a changé le nom du diplôme qui sanctionnait la fin des études secondaires. Jusqu'en 1947, les élèves passaient le Brevet de capacité coloniale équivalent au Baccalauréat. Désormais, sur le diplôme figurait la mention « Baccalauréat ».

